



Bercy : Bras armé des cyniques et sécuritaires politiques migratoires de Macron

Les annonces du gouvernement Macron sur la politique migratoire dévoilées mercredi 6 novembre 2019 intéressent à plus d'un titre le périmètre des missions « finances ».

En effet, Macron instrumentalise les missions publiques qu'elles soient de la compétence directe ou indirecte de Bercy.

La CGT finances ne peut rester muette, voici les faits :

Sur l'aide publique au développement (APD), Macron se targue de porter l'aide à 0,55% (0,43% en 2018) du PIB en 2022. Il y a déjà un problème de calendrier pourquoi attendre 2022 ? peut-être parce que c'est l'année des présidentielles...

Mais surtout il y a un problème de fond. Le montant de cette aide est dérisoire au regard des besoins de paix et de solidarité quand dans le même temps le même gouvernement fait passer une loi des finances validant une augmentation du budget de la défense à 1,86% de son PIB en 2020 jusqu'à 2% en 2025. De plus, la France 3ème pays exportateur d'armes dans le monde participe largement à la déstabilisation mondiale et fait que des millions de personnes s'exilent pour fuir la guerre et la misère.

Mais le cynisme ne s'arrête pas là, l'État français est devenu au fil des années le prestataire zélé des doctrines néo libérales et dévoie les missions publiques de l'Agence Française de Développement (AFD). Par exemple les fonds de cette agence, sous injonction de Bercy, peuvent être octroyés dans une logique néo colonialiste aux pays tiers en contrepartie de marchés juteux pour les firmes internationales et les marchés financiers aux dépens d'entreprises ou de services locaux. Notons que faute de financements publics suffisants l'AFD, contrairement à ce que font les autres pays européens qui consacrent des subventions conséquentes à l'APD, fait le choix d'abuser de l'intermédiation financière en augmentant l'endettement des pays en développement par des prêts aux Etats et aux banques privées.... La boucle est bouclée !

Sur le contrôle aux frontières, encore une fois Macron et son gouvernement utilisent les mots de l'extrême droite en parlant de frontières qui « protègent » instillant l'idée que notre territoire serait envahi par une vague migratoire. Il n'en est rien le taux (7%) d'étrangers en France est stable depuis des années et inférieur à la moyenne européenne (8%) *source Insee*. La stratégie de l'État français est d'externaliser les missions régaliennes de contrôle (en partie réalisées par des douaniers) à l'agence européenne FRONTEX indépendante des États et totalement opaque. Le gouvernement travaille d'ailleurs activement aux côtés de ses homologues européens pour mettre en œuvre un nouveau règlement Frontex qui prévoit un développement de cette agence vers la création d'un corps de garde-frontière européen.

A ce titre, Matignon se félicite de voir multiplier ses effectifs par 10 d'ici 2024. Cet engouement fait froid dans le dos quand on sait que divers rapports internes relayés par des associations des droits de l'homme et par des médias, démontrent que Frontex couvre des violations graves des droits humains des migrants et migrantes par des garde-frontières en Bulgarie, en Hongrie et en Grèce. Viols, maltraitements, extorsions, vols, expulsion de mineurs non accompagnés, utilisation de menottes ou des sédatifs. Encore une fois Macron fait le choix de l'autoritarisme et du tout sécuritaire aux dépens des droits fondamentaux.

Sur les capacités d'hébergements et leur financement par la puissance publique (Caisse des Dépôts), Jouant sur l'écheveau complexe des notions de logement, hébergement, campement, accueil d'urgence, Macron n'hésite pas à réaffirmer sa volonté de trier entre migrants, tri désormais facilité depuis la loi 2018 par des systèmes de fichage via des échanges d'informations. Cette approche quantitative et discriminante nie, de fait contrairement à ce qui est affirmé par Matignon, le droit inconditionnel du code de l'action sociale et des familles : « toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique ou sociale a accès, à tout moment, à un dispositif d'hébergement d'urgence ». L'État renforce par tous moyens son action coercitive face aux migrants mais renvoie la responsabilité du respect de ce droit inconditionnel aux associations et aux collectivités territoriales notamment pour l'accueil des mineurs isolés. Mais à aucun moment n'est proposé un abondement des financements publics et la mise en place d'un service public du logement chargé de coordonner les différentes entités (État, collectivités locales, bailleurs sociaux, financeurs publics...) pour la mise en œuvre d'une politique globale du logement et de l'hébergement.

Face à ce plan de communication insupportable sur ce sujet comme bien d'autres, la CGT finances appelle l'ensemble des agents actifs et retraités à se mobiliser partout en France, par la grève, la mobilisation et la participation aux manifestations.

Montreuil le 8 novembre 2019

Retrouvez les propositions de la CGT Finances

<https://boutique.cgtfinances.fr/accueil/64-brochure-economie-et-migration.html>